NATIXIS
BEYOND BANKING

Flash Economie

8 juin 2021 - 419

Tirer les conséquences de ce que certaines externalités ne sont pas corrigées

Nous allons illustrer notre point par les exemples de la zone euro et de la France.

Nous nous interrogeons sur les effets de ce que certaines externalités (effets globaux de comportements des agents économiques que ces agents économiques ne prennent pas spontanément en compte) ne sont pas corrigées.

Il s'agit en particulier :

- des externalités liées aux suppressions d'emplois (il n'y a pas de bonus-malus en Europe) ; cela conduit à un taux d'emploi anormalement bas ;
- des externalités liées aux délocalisations (l'entreprise qui délocalise ne prend pas en compte les coûts liés à ces délocalisations, pertes d'emplois industriels, dégradation du commerce extérieur, perte d'indépendance…) ; cela conduit à trop de délocalisations, ce qui peut être corrigé par exemple par un ajustement de prix aux frontières sur les importations depuis les pays à salaires faibles ;
- des externalités liées aux émissions de CO_2 (avec un prix trop bas du CO_2), d'où des émissions restant trop fortes.

Patrick Artus
Tel. (33 1) 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com
@PatrickArtus

Ce document est distribué aux Etats-Unis. Merci de lire attentivement l'avertissement en fin de document..

ECONOMIC RESEARCH

Quelles conclusions tirer quand des externalités ne sont pas corrigées ?

Une externalité est une conséquence sur le bien-être collectif du comportement d'un agent économique, conséquence que cet agent économique ne prend pas en compte. Lorsqu'une externalité n'est pas corrigée (internalisée), l'agent économique a un comportement qui est individuellement rationnel, mais collectivement nuisible. Nous nous interrogeons sur **les conséquences macroéconomiques de ce que certaines externalités ne sont pas corrigées**.

Nous prenons les exemples de **la zone euro** et de **la France**.

Trois externalités qui ne sont pas internalisées, et les conséquences macroéconomiques de cette situation

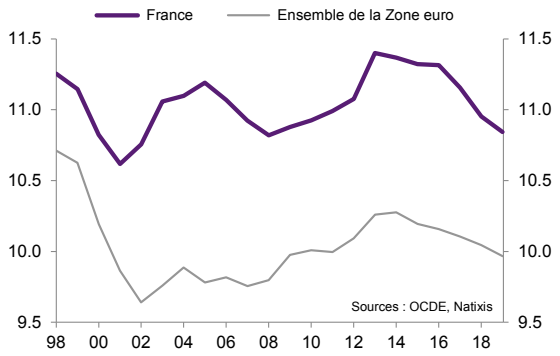
1. Les externalités liées aux suppressions d'emplois

Un licenciement a un coût collectif (perte de consommation, donc de production et de recettes fiscales) et **un coût humain** pour la personne licenciée qui **ne sont pas pris en considération par l'entreprise qui licencie**, qui simplement restaure ses profits. **Pour internaliser cette externalité, il faudrait un bonus-malus sur les licenciements** (des cotisations sociales plus élevées pour les entreprises qui licencient beaucoup, plus basses pour les entreprises qui licencient peu), ce qui existe aux États-Unis[1], mais pas en Europe. Les travaux disponibles aux États-Unis[2] montrent une réduction effective des destructions d'emplois grâce à ce système.

En l'absence de clause de bonus-malus liée aux licenciements dans la zone euro et en France, on sait qu'il y a trop de licenciements dans ces pays, donc à l'équilibre :

- **une rotation trop forte de l'emploi (graphique 1a) ;**

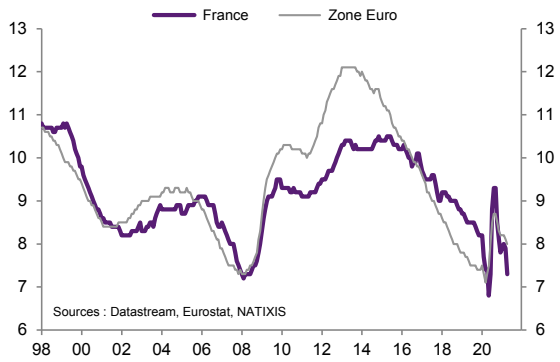
Graphique 1a
Ancienneté moyenne des salariés
(nombre d'années)



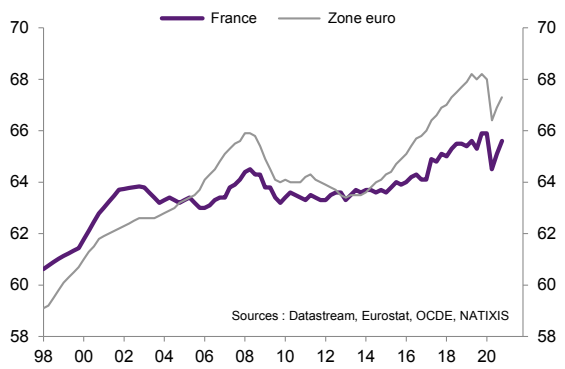
- un **chômage structurel trop élevé (graphique 1b)** et un **taux d'emploi trop faible (graphique 1c)**, avec la difficulté du retour à l'emploi pour les personnes licenciées.

[1] Les cotisations sociales d'une entreprise aux États-Unis dépendent du nombre de licenciements qu'elle a réalisés (en général durant les 3 dernières années) et du nombre de personnes licenciées par l'entreprise qui perçoivent une indemnité de chômage.
[2] Voir par exemple D. RATNER, « Unemployment Insurance Experience Rating and Labor Market Dynamics », FEDS Working paper nº 2013-86.

Graphique 1b
Taux de chômage (en %)



Graphique 1c
Taux d'emploi (en %)

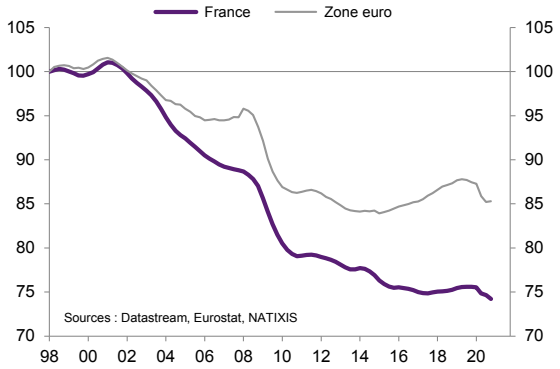


2. Les externalités liées aux délocalisations

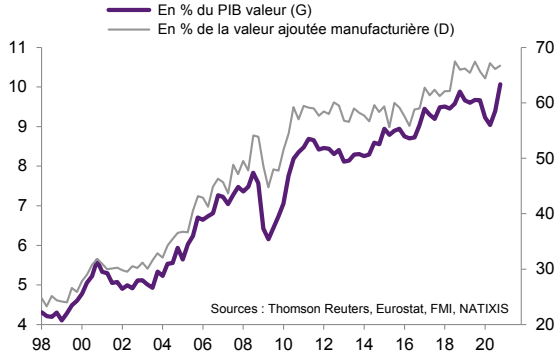
Une entreprise qui délocalise dans un pays émergent à coûts salariaux faibles maximise ses profits, **mais ne tient pas compte des coûts de cette délocalisation** : pertes d'emplois industriels qualifiés, dégradation du commerce extérieur du pays, dépendance du pays vis-à-vis des importations pour des biens et services peut-être stratégiques.

Puisque ces externalités négatives des délocalisations ne sont pas prises en compte, à l'équilibre il y a trop de délocalisations, c'est-à-dire un emploi industriel trop faible **(graphique 2a)**, des importations trop importantes depuis les pays émergents **(graphiques 2b/c)**.

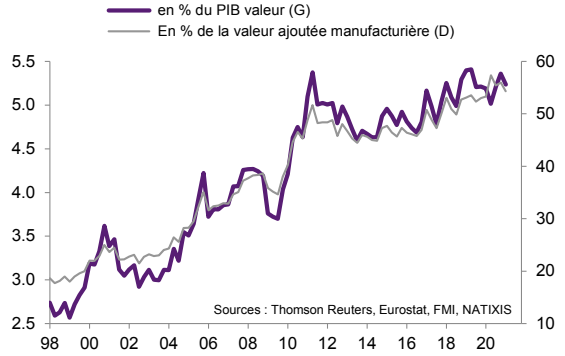
Graphique 2a
Emploi du secteur manufacturier (100 en 1998:1)



Graphique 2b
Zone euro : importations valeur depuis les émergents hors OPEP et Russie



Graphique 2c
France : importations valeur depuis les émergents hors OPEP et Russie

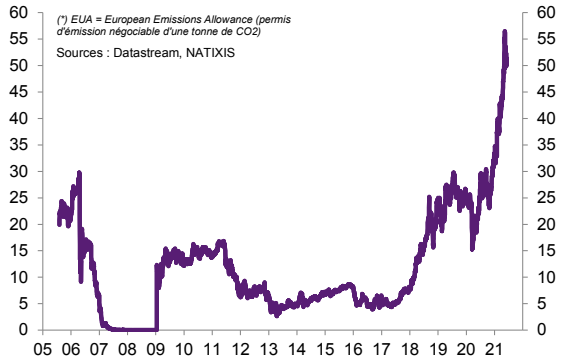


3. Des externalités liées aux émissions de CO_2

Les entreprises ou les ménages qui émettent du CO_2 ne prennent pas spontanément en compte les effets de ces émissions sur le changement climatique et les désordres dus au changement climatique.

Même si le prix du carbone a augmenté en Europe dans la période récente **(graphique 3a)**, il reste trop faible pour modifier suffisamment les comportements.

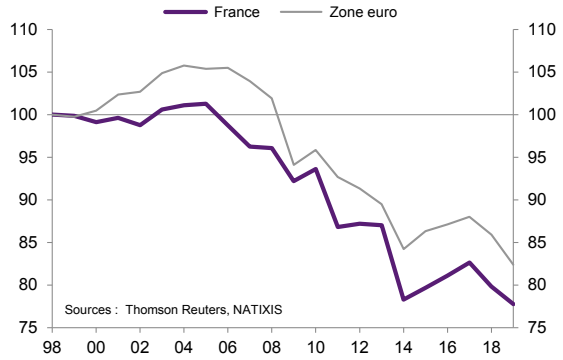
Graphique 3a
Prix spot des émissions de CO2 (en euros / EUA*)



Les estimations faites disent que, pour respecter la neutralité nette carbone en 2050, il faudrait un prix du CO_2 voisin de 100 € la tonne aujourd'hui et montant à 200 € (constants) la tonne au moins en 2050.

Si l'externalité négative due aux émissions de CO_2 n'est pas entièrement corrigée, alors évidemment **les émissions de CO_2 restent trop élevées (graphique 3b)**.

Graphique 3b
Emissions de CO2 (100 en 1998)



Synthèse : la nécessité pour les gouvernements de prendre leurs responsabilités et de corriger (internaliser) les externalités

Tant que les externalités ne sont pas corrigées (internalisées), il y a des anomalies dans les comportements des agents économiques du point de vue du bien-être collectif. Nous avons donné les exemples des externalités liées aux suppressions d'emplois, aux délocalisations, aux émissions de CO_2.

Pour internaliser ces externalités, il faut que les États, par exemple :

- mettent en place un bonus-malus sur les licenciements ;
- taxent les importations depuis les pays à salaires ou protection sociale anormalement faibles ;
- mettent en place un prix du CO_2 qui soit cohérent avec la trajectoire souhaitée de réduction des émissions de CO_2.